

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 02 MAI 2018**

N°2018_054,

L'AN DEUX MIL DIX-HUIT

et le 02 mai à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur REVOL Jean-Michel, Maire et après convocations faites à domicile ou de manière dématérialisée en date du 25 avril 2018.

Nombre des membres en exercice : 28

Présents :

Jean-Michel REVOL, Monique VINCENT, Raphaël MOCELLIN, Bernard FESTIVI, Jean-Yves BALESTAS, André GILOZ, Nicole NAVA, Jean BRISELET, Michel CIPRIANI, Jean-Pierre PELLINI, Anne-Marie REY-FOITY, Agnès MONIER, Sandra LASTELLA, Chloé BERGER, Florence GENIN, Daniel COINDRE, Sylvie FOLTIER, Jacques BARBEDETTE, Jacques LASCOUMES.

Absents représentés :

Imen ALOUI qui a donné pouvoir à Bernard FESTIVI, Pierre LIOTARD qui a donné pouvoir à Raphaël MOCELLIN, Martine FANGEAT qui a donné pouvoir à Florence GENIN, Stéphane PELLERIN qui a donné pouvoir à Monique VINCENT, Antonio PEREIRA qui a donné pouvoir à Jean-Yves BALESTAS, Christian GRUENZIG qui a donné pouvoir à Jacques BARBEDETTE, Johanna PELERIN qui a donné pouvoir à Jacques LASCOUMES.

Absentes : Aurélie MANCA-GUILIANI, Ana FERNANDES.

Objet : Lancement de la procédure de modification n°1 du Plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Marcellin

Monsieur le Maire, au côté de Monsieur Jean-Yves BALESTAS, Adjoint chargé de l'Environnement, des Travaux, de l'Urbanisme, de l'Agenda 21, informe le Conseil municipal du lancement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme (PLU) de Saint-Marcellin.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L101-1 à L101-3 et les articles L153-36 à L153-44,

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-9 et suivants,

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 18 juin 2013,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme opposable aujourd'hui doit faire l'objet d'une adaptation nécessitant la mise en œuvre d'une procédure de modification avec enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Ouvrir à l'urbanisation la zone à urbaniser non indiquée (zone AU) à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes,

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 02 MAI 2018**

N°2018_054, suite 1,

- Réaliser, le cas échéant, des ajustements mineurs lors de la rédaction détaillée du dossier de modification et/ou corriger des erreurs matérielles.

Considérant que ces évolutions :

- Ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- Ne conduisent pas à ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune,

Considérant que ces évolutions sont susceptibles d'avoir pour effet de diminuer ou de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; et qu'à ce titre le projet de modification n°1 du PLU est soumis à enquête publique réalisée par le Maire conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement,

Considérant que l'ouverture à l'urbanisation zone AU à vocation économique sur le secteur du Plateau des Echavagnes est justifiée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées à vocation économique et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones, comme cela est justifié dans le document joint en annexe 1 de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

- **Prescrit** la mise en œuvre de la procédure de modification n°1 du PLU conformément aux dispositions des articles L153-36 à L153-44 du Code de l'urbanisme,
- **Autorise** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches administratives nécessaires à la modification n°1 du PLU et à lancer l'enquête publique préalable,
- **Précise** que conformément aux dispositions des articles L153-40, L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU sera notifié avant enquête publique :
 - ✓ au Préfet de l'Isère,
 - ✓ au Président / à la Présidente :
 - du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes,
 - de l'Etablissement Public du SCoT de la Région Urbaine de Grenoble,
 - du Conseil Départemental de l'Isère,

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 02 MAI 2018**

N°2018_054, suite 2.

- de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté,
 - de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Isère,
 - de la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Isère,
 - de la Chambre d'agriculture de l'Isère,
- **Indique** que la présente délibération fera l'objet des modalités de publicité suivantes :
- affichage en mairie pendant un mois,
 - la mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme,
 - la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Adoptée à l'unanimité

Ainsi délibéré et ont signé au registre tous les membres présents.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

**Le Maire,
Jean-Michel REVOL**



**Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 04 mai 2018
et publication ou notification du 04 mai 2018**